

LETTRÉ AUX CITOYENS ET CITOYENNES

Et si on essayait... la démocratie ?

Notre système politique nous divise au lieu de nous réunir, nous méprise au lieu de nous écouter, nous trahit au lieu de nous servir.

À nous de nous le réapproprier : **repreuons le pouvoir, changeons nos institutions !**

C'est à nous de définir ce qu'est l'intérêt général.

- rejoignons ou constituons des **assemblées citoyennes**, au niveau local, régional, national : le pouvoir est trop loin des citoyens. Stop à la politique des partis, **abolissons la royauté présidentielle !**
- exigeons **une vraie justice sociale, fiscale** : les riches sont de plus en plus riches, et échappent à l'impôt, ils doivent contribuer !
- exigeons une **augmentation de tous les bas salaires**, une hausse importante du SMIC et des salaires qui y sont indexés !
- défendons **des services publics de qualité et de proximité** : ils assurent l'égalité d'accès aux services fondamentaux, vitaux, ils ne doivent pas être soumis à une logique privée, marchande !

Puisque nous cherchons à vivre ensemble, dans le respect entre citoyens,

il faut **condamner toutes les violences**,

mais de façon proportionnée à leurs effets :

- les violences contre les forces de l'ordre, peut-être

mais aussi :

- celles des forces de l'ordre contre les manifestants exerçant pacifiquement leur liberté d'expression,
- celles contre les plus pauvres, qu'on laisse s'installer dans la misère,
 - celles contre les salariés, massivement mis au chômage,
- celles contre l'environnement, que les grands groupes privatisent et pillent avec le seul souci du profit.

Alors ?

De quel côté se situe la violence la plus destructrice, la plus illégitime ?

La CITOYENNETÉ EST UN

COMBAT POUR

La LIBERTÉ,

L'ÉGALITÉ,

La SOLIDARITÉ

Et La JUSTICE !

Les caisses de l'Etat sont vides ? Pas pour tout le monde !

Rétablissement de l'ISF : + 4,5 milliards/an,
suppression du CICE : + 40 milliards/an,
mise en place de la taxe sur les transactions financières : 100 milliards/an...

Pendant ce temps le CAC 40 a versé 57 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2018, et si peu à leurs salariés et sous-traitants !



Imposons une justice sociale et fiscale !

Des citoyens et citoyennes, toutes celles et ceux qui se reconnaîtront dans ce texte